MEXIQUE - L'autonomie zapatiste, II - La politique

Erwan Bernier

lundi 12 novembre 2007, mis en ligne par [Erwan Bernier](#)

Sommaire :

- [MEXIQUE - L'autonomie zapatiste, I - Introduction](#)
 - [MEXIQUE - L'autonomie zapatiste, II - La politique](#)
 - [MEXIQUE - L'autonomie zapatiste, III - L'éducation](#)
 - [MEXIQUE - L'autonomie zapatiste, IV - La santé](#)
 - [MEXIQUE - L'autonomie zapatiste, V - L'écologie](#)
 - [MEXIQUE - L'autonomie zapatiste, VI - L'économie](#)
-

Comment faire de la politique autrement ? Voilà la question que se posent les zapatistes et à laquelle ils tentent de répondre en essayant de mettre en place leur propre mode de gouvernement. Comment la vie politique s'inscrit-elle dans le processus d'autonomie au sein des caracoles ? La constitution mexicaine, dans son Article 2, reconnaît normalement aux indigènes une autonomie « pour décider de ses formes de vivre ensemble et d'organisation sociale, économique, politique et culturelle ». Les zapatistes donc de s'organiser de façon autonome à ce qu'il ne cesse de nommer le « mauvais gouvernement ». D'ailleurs, à l'entrée de chaque caracol on peut apercevoir un panneau sur lequel est écrit « Ici le peuple commande et le gouvernement obéit ».

C'est pourquoi ils ont créé les Junta de Buen Gobierno (Conseils de bon gouvernement). Ainsi tous les trois ans toutes les communautés qui forment les caracoles se réunissent pour élire leurs représentants. Mais tous les membres de la junta ne siègent pas en même temps. Seul un nombre limité prend ses fonctions pour une durée variant d'une à deux semaines en fonction des caracoles. La junta est notamment chargée de surveiller le bon déroulement des projets qui ont été élaborés, ainsi que de proposer de nouveaux projets qu'ils jugent bénéfiques pour la population. De même, les membres sont chargés de trouver les solutions appropriées aux problèmes de la population. A Robert Barrios, par exemple, un homme vient pour un souci d'électricité. Charge ensuite à la junta de venir en aide à cette personne. Il ya même des personnes qui n'appartiennent pas aux caracoles qui viennent se plaindre ici. Pourquoi ? Selon la junta d'Oventik, « c'est parce qu'ils savent qu'ils ne seront pas écoutés par les autorités du mauvais gouvernement ».

Ici on prend son temps pour régler les affaires. Car comme tout le monde ne parle pas espagnol, les différentes institutions on besoin de traduire les demandes afin que chaque personne élue puisse délibérer en toute connaissance de cause.

Si, en théorie, les zapatistes prônent l'égalité entre les hommes et les femmes, et notamment sur le plan politique, cette idée peine à prendre forme dans les faits. La représentation des femmes est encore assez faible. Seuls les caracoles de Morelia et de La Realidad tirent leur épingle du jeu. Dans le premier, l'engagement des femmes est réel depuis la création du caracol. Quant au second, la junta nous affirme avec un brin de fierté que depuis l'année dernière ils ont réussi à atteindre une égalité hommes-femmes chez les différents représentants. D'ailleurs c'est une junta composée de quatre femmes et d'un seul

homme qui nous accueille dans ce caracol. Les vieux préjugés ont encore du mal à disparaître.

Mais la junta n'est pas la seule institution des caracoles. Il existe aussi une commission de vigilance chargée justement de surveiller le travail de la junta pour vérifier que les décisions qu'elle prend ne sont pas contraires à l'intérêt général. Enfin, comme à Morelia, il existe une commission d'information afin d'informer de pouvoir informer les gens sur ce qui se passe dans ce caracol.

Les zapatistes ont développé en quelque sorte un concept, le « mandar obedeciendo » (commander en obéissant), qui rappelle à chaque moment aux élus leurs devoirs envers ceux qui les ont élus. Et s'ils ne respectent pas leurs engagements, ils peuvent être démis de ces fonctions, ce qui n'est pas si rare comme nous le confie un membre de la junta de La Realidad.

En outre, les caracoles tentent de plus en plus de travailler ensemble. Mi-octobre, par exemple, s'est tenu une rencontre des promoteurs et promotrices de santé réunissant les personnels des différents caracoles pour échanger sur les remèdes à utiliser, sur la façon de bien prendre en charge le patient, etc...Et ces réunions de coordinations sont amenées à se développer dans le futur. Pas de concurrence donc, mais de la solidarité, car c'est le seul moyen, selon eux d'améliorer leur quotidien

Les zapatistes se permettent aussi d'élaborer leurs propres lois dans leur territoire autonome. C'est le cas notamment en ce qui concerne les sanctions envers les passeurs qui promettent monts et merveilles aux candidats à l'immigration. Si l'un d'eux est surpris en territoire zapatiste, il sera arrêté. C'est ce qui s'est déjà passé à Morelia. Ils y ont détenus un passeur durant deux jours en lui demandant de rendre l'argent aux personnes qu'il transportait. Les zapatistes leur ont, en outre, offert un repas et tenté de leur expliquer tous les risques que comporte ce genre de trajet avant de les laisser partir.

Une contradiction apparaît cependant dans le système politique des caracoles. En effet les zapatistes sont les premiers à réclamer une plus grande autonomie pour l'état du Chiapas, mais, dans le même temps le fonctionnement du caracol est très centralisé. En effet, si vous voulez visiter un municipio dépendant d'un caracol, vous êtes obligé de passer par le siège de celui-ci pour demander une autorisation. Les municipes ne connaissent donc qu'une très faible autonomie. C'est là une des contradictions les plus importantes du processus zapatistes. Toutefois, leur modèle politique a permis à nombre d'indigènes de retrouver un intérêt à s'engager et de devenir vraiment acteur de leur vie, car le système zapatiste impose une proximité entre l'électeur et ses représentants.

[>> [MEXIQUE - L'autonomie zapatiste, III - L'éducation](#)]